

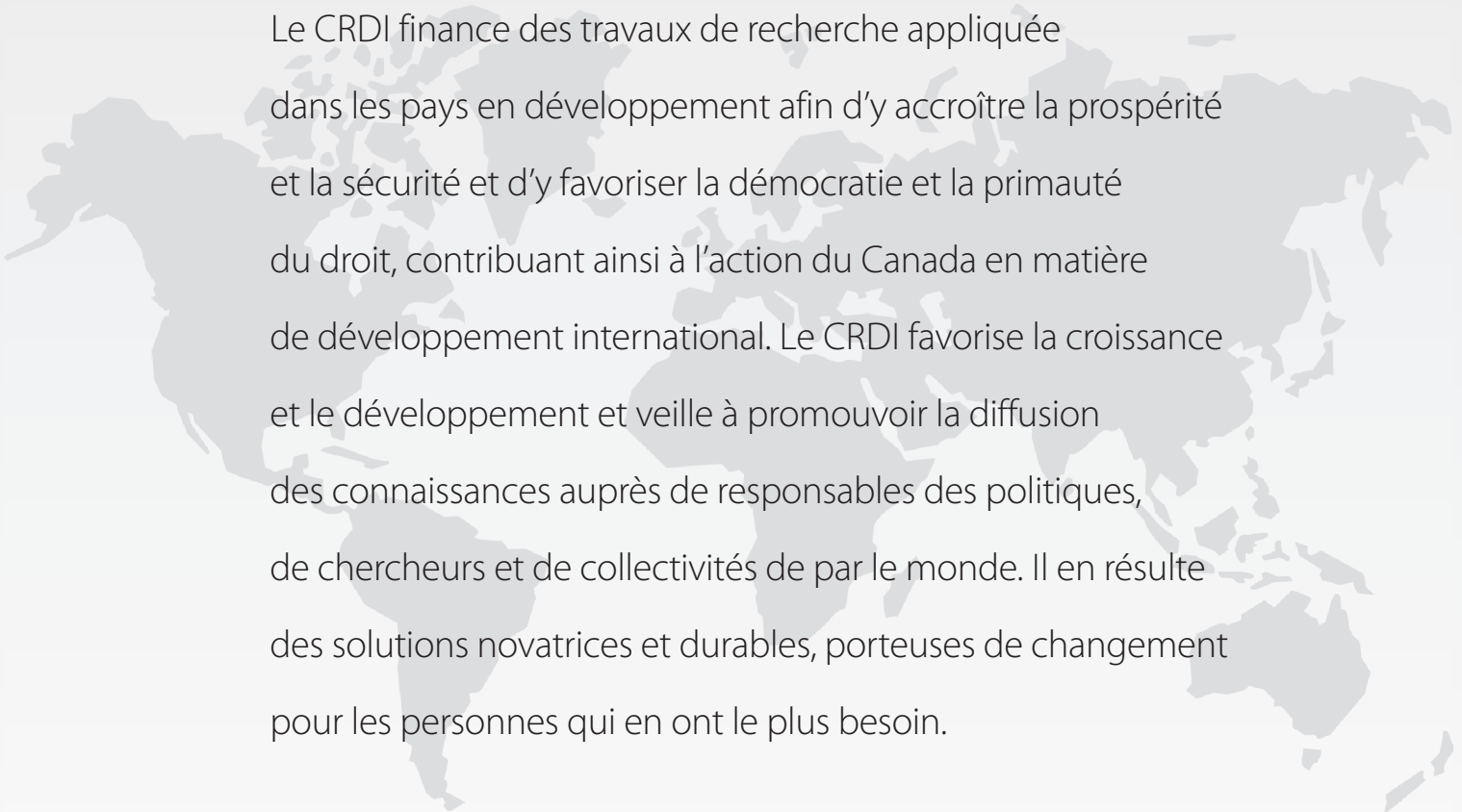


# Rapport financier trimestriel

pour le trimestre qui a pris fin  
le 30 juin 2017

# CRDI

## De la recherche à l'action



Le CRDI finance des travaux de recherche appliquée dans les pays en développement afin d'y accroître la prospérité et la sécurité et d'y favoriser la démocratie et la primauté du droit, contribuant ainsi à l'action du Canada en matière de développement international. Le CRDI favorise la croissance et le développement et veille à promouvoir la diffusion des connaissances auprès de responsables des politiques, de chercheurs et de collectivités de par le monde. Il en résulte des solutions novatrices et durables, porteuses de changement pour les personnes qui en ont le plus besoin.

# **Tables des matières**

## **INTRODUCTION AU RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL**

### **ANALYSE DE LA DIRECTION**

- 4 Faits saillants de la direction
- 4 Évolution de la situation du Centre
- 4 Gestion du risque
- 5 Résultats
- 5 Vue d'ensemble consolidée
- 10 Perspectives

### **ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS, NON AUDITÉS**

- 11 Déclaration de responsabilité de la direction
- 12 État intermédiaire résumé de la situation financière
- 13 État intermédiaire résumé du résultat global
- 14 État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
- 15 État intermédiaire résumé des flux de trésorerie
- 16 Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés



# Introduction au rapport financier trimestriel

Régi par la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* (1970), le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou CRDI) vise à « lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions. » Le CRDI investit stratégiquement dans le savoir, l'innovation et les solutions pouvant être échelonnés de manière à avoir des retombées; forme des leaders dans les secteurs de l'administration publique, de la recherche et des entreprises dans le monde en développement pour aujourd'hui et demain; et veille à ce que le Centre soit un partenaire de choix en ce qui concerne le renforcement des pays en développement et le maintien de relations importantes pour le Canada.

L'analyse de la direction présente les résultats financiers du Centre et l'évolution de la situation de l'organisme au cours du trimestre qui a pris fin le 30 juin 2017. Le Centre a préparé le présent rapport conformément au paragraphe 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada. Il n'est pas nécessaire d'effectuer une vérification ou un examen des états financiers faisant partie du rapport financier trimestriel. Par conséquent, les états financiers intermédiaires résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni vérifiés ni examinés par le vérificateur général.

La direction est responsable de la préparation du présent rapport, qui a été approuvé le 3 août 2017 par le Comité des finances et de l'audit du Conseil des gouverneurs.

L'information financière présentée dans le présent document, de même que les états financiers intermédiaires résumés, non audités, ont été préparés conformément aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS). Toutes les sommes sont exprimées en dollars canadiens. Le Centre recommande de lire ce rapport en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés, non audités (qui débutent à la page 11), l'analyse de la direction et les états financiers 2016-2017. L'information et les divulgations contenues dans l'analyse de la direction et les états financiers 2016-2017 s'appliquent au trimestre sur lequel porte le présent rapport trimestriel, sauf indication contraire.

# Analyse de la direction

## Faits saillants de la direction

Au cours des dernières années, diverses mesures de compression des coûts ont été mises en oeuvre dans le but d'optimiser les ressources. La direction continue à surveiller ces mesures afin de s'assurer que les coûts demeurent limités et que le Centre continue d'utiliser prudemment ses ressources financières.

Une attention particulière est accordée aux variations liées aux projets tout au long de l'année, et les équipes des programmes sont conscientes de l'incidence et de l'importance de l'atteinte des objectifs. Plus précisément, au cours de la période de référence, les équipes des programmes ont prêté une attention particulière aux rapports de projet et aux versements qui étaient prévus au dernier trimestre de 2016-2017, en vue de s'assurer que les écarts temporaires soient corrigés dès que possible.

## Évolution de la situation du Centre

Au cours du trimestre, le Centre a mené le sondage auprès des employés intitulé « La santé mentale et le bien-être au travail » et a obtenu un taux de réponse élevé de 77 %. Un groupe de travail interne constitué à parts égales de représentants de la haute direction et de représentants des employés gère le processus de l'après-sondage. Le groupe de travail est appuyé par les experts qui ont conçu le sondage et ont de l'expérience dans son interprétation. Actuellement, le groupe de travail planifie des activités pour communiquer les résultats aux employés, entamer une discussion avec eux afin d'approfondir l'analyse, puis élaborer un plan d'action visant à améliorer les domaines définis comme étant prioritaires par le groupe de travail.

En novembre 2015, on a accredité un syndicat pour représenter certains des employés du Centre. À la fin du trimestre, les négociations en vue de conclure une convention collective avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) étaient toujours en cours.

## Gestion du risque

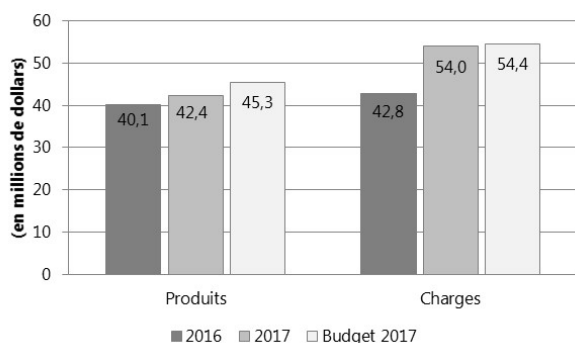
La gestion du risque est une responsabilité partagée entre les gestionnaires du Centre qui est intégrée à tous les processus administratifs importants. La direction s'est engagée à adopter une approche proactive, systématique et soutenue de la gestion du risque, supervisée par le Conseil des gouverneurs. Les processus de gestion du risque du Centre sont conçus pour cerner les risques pouvant influencer sur la réalisation des objectifs du Centre et pour gérer ces risques selon des critères convenus de tolérance au risque. La gestion du risque est appliquée de manière stratégique et pertinente afin de donner au Centre l'assurance raisonnable qu'il pourra réaliser ses objectifs.

La partie portant sur la gestion du risque dans l'*Analyse de la direction et les états financiers 2016-2017* décrit les risques opérationnels, financiers et stratégiques. Les risques définis dans l'analyse de la direction demeurent les principaux risques pour le Centre.

## Résultats

### FIGURE 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin)



Les produits sont inférieurs au budget, alors que dans l'ensemble, les réalisations sont inférieures aux prévisions budgétaires de 0,4 million de dollars.

La hausse des charges d'un exercice à l'autre provient des projets de recherche.

### TABLEAU 1. APERÇU DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2017-2018
	Actual 2016	Actual 2017		
Produits	16 068	21 362	32,9 %	68 348
Charges	42 794	54 034	26,3 %	216 933
Coûts d'exploitation	(26 726)	(32 672)	s.o.	(148 585)
Crédit parlementaire *	24 000	21 000	(12,5 %)	138 706
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<b>(2 726)</b>	<b>(11 672)</b>	<b>s.o.</b>	<b>(9 879)</b>

\* Bien que ce tableau reflète la présentation courante des états financiers, le crédit parlementaire est considéré comme un produit dans cette analyse.

## Vue d'ensemble consolidée

### Produits

#### TABLEAU 2. PRODUITS

(en milliers de dollars)	Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin				Budget 2017-2018	
	2016		2017			Écart en % d'un exercice à l'autre
	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget		
Crédit parlementaire	24 000	22 275	21 000	(12,5 %)	138 706	
Contributions de bailleurs de fonds	16 295	22 923	21 250	30,4 %	67 782	
Produits financiers	44	51	42	(4,5 %)	205	
Autres produits (perte)	( 271)	91	70	125,8 %	361	
<b>Total des produits</b>	<b>40 068</b>	<b>45 340</b>	<b>42 362</b>	<b>5,7 %</b>	<b>207 054</b>	

Les produits du Centre proviennent d'un crédit parlementaire, de contributions de bailleurs de fonds et d'autres sources.

Au cours de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017, le **crédit parlementaire** total reçu a diminué de 12,5 % pour atteindre 21,0 millions de dollars comparativement à 24,0 millions de dollars à la même période en 2016-2017 (se reporter au tableau 2). La partie **récurrente** du crédit parlementaire du Centre pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017 a quant à elle diminué de 3,1 millions de dollars (soit 13,1 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent (se reporter au tableau 3). Cette baisse est attribuable aux variations des besoins de financement qui déterminent le montant du prélèvement demandé sur le crédit parlementaire. La hausse sur douze mois de 12,5 % du montant réel du cumul à ce jour de la partie **non récurrente** du crédit parlementaire est un montant non important lié au cycle normal du financement de programme conjoint avec les Instituts de recherche en santé du Canada.

**TABLEAU 3. CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin			Budget 2017-2018
	Réalisations 2016	Réalisations 2017	Écart en % d'un exercice à l'autre	
Partie récurrente	23 400	20 325	(13,1 %)	136 006
Partie non récurrente	600	675	12,5 %	2 700
<b>Portion du crédit reçue et comptabilisée</b>	<b>24 000</b>	<b>21 000</b>	<b>(12,5 %)</b>	<b>138 706</b>
<b>Portion du crédit à prélever</b>	125 206	117 706	(6,0 %)	-

Le tableau 4 (partie supérieure de la page suivante) indique la façon dont le crédit parlementaire a été utilisé jusqu'à présent en 2017-2018.

Pour la période qui a pris fin le 30 juin 2017, la somme totale nécessaire a été supérieure de 11,7 millions de dollars ou de 55,9 % (du crédit reçu) au prélèvement fait sur le crédit parlementaire, en raison notamment de l'écart temporel entre le moment où les sommes ont été engagées et celui où les fonds ont été encaissés. Cette différence est couverte par les capitaux propres non affectés de 8,8 millions de dollars du 31 mars 2017 (voir l'État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres à la page 14), et le reste du manque à gagner est pris en compte dans les demandes de prélèvement futures. Une part importante du manque à gagner prévu de 11,6 millions de dollars pour l'exercice 2017-2018 au tableau 4 sera couverte par les capitaux propres non affectés du 31 mars 2017, alors que la portion restante sera couverte par des sources de revenus autres que le crédit parlementaire.



**TABLEAU 4. UTILISATION DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Budget 2017-2018
	Réalisations 2016	Réalisations 2017	
	<b>Total des charges</b>	<b>42 794</b>	<b>54 034</b>
Moins les charges financées par des bailleurs de fonds	16 295	21 250	67 782
	26 499	32 784	149 151
Renflouement (diminution) de la réserve financière	( 459)	-	-
Somme ayant servi à l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	( 254)	( 42)	1 200
<b>Somme totale nécessaire</b>	<b>25 786</b>	<b>32 742</b>	<b>150 351</b>
Crédit parlementaire	24 000	21 000	138 706
<b>Crédit parlementaire non utilisé (manque à gagner)</b>	<b>(1 786)</b>	<b>(11 742)</b>	<b>(11 645)</b>

Au premier trimestre, les **produits provenant de contributions de bailleurs de fonds** ont augmenté de 30,4 % d'un exercice à l'autre (se reporter au tableau 2). Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017, les contributions de bailleurs de fonds ont augmenté de 5 millions de dollars, passant de 16,3 millions de dollars à 21,3 millions de dollars pour la même période en 2016-2017. Les contributions de bailleurs de fonds, toujours reçues à l'avance, sont comptabilisées comme produits quand les charges connexes sont engagées. L'écart observé entre le budget à ce jour et les chiffres réels est, à bien des égards, inhérent au processus budgétaire. Une partie des décaissements aux fins des projets de recherche, particulièrement en ce qui concerne les grands programmes pluriannuels complexes, n'ont pas eu lieu au moment qui avait été prévu lors de la préparation du budget, plusieurs mois auparavant. Même s'il est difficile de prévoir le moment des décaissements durant l'exercice, le modèle financier du Centre prévoit les décaissements annuels totaux de manière assez précise.

### Charges

La direction répartit ses charges en deux grandes rubriques : la programmation en recherche pour le développement et les services généraux et administratifs.

**TABLEAU 5. CHARGES**

(en milliers de dollars)	Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin				Budget 2017-2018
	2016	2017		Écart en % d'un exercice à l'autre	
	Réalisations	Budget	Réalisations		
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>					
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	14 298	18 230	19 826	38,7 %	95 641
Projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds	13 519	19 294	17 810	31,7 %	55 551
Renforcement des capacités de recherche	10 513	12 135	11 436	8,8 %	47 824 <sup>a</sup>
	<b>38 330</b>	<b>49 659</b>	<b>49 072</b>	<b>28,0 %</b>	<b>199 016</b>
<b>Services généraux et administratifs</b>	<b>4 464</b>	<b>4 718</b>	<b>4 962</b>	<b>11,2 %</b>	<b>17 917 <sup>a</sup></b>
<b>Total des charges</b>	<b>42 794</b>	<b>54 377</b>	<b>54 034</b>	<b>26,3 %</b>	<b>216 933</b>

<sup>a</sup> Depuis la publication du rapport annuel, une petite révision a été apportée au budget 2017-2018 dans le but de déplacer un montant de 0,1 million de dollars du renforcement des capacités de recherche aux services généraux et administratifs.

Les **charges au titre des projets de recherche financés par le crédit parlementaire** pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2017 sont supérieures de 1,6 million de dollars aux prévisions budgétaires et supérieures aux réalisations de la période de trois mois correspondante de l'exercice précédent, alors qu'elles sont passées de 14,3 à 19,8 millions de dollars. La hausse d'un exercice à l'autre est attribuable au fait que les paiements prévus initialement au dernier trimestre de 2016-2017 ont été plutôt faits au premier trimestre de 2017-2018.

Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017, les **charges réelles au titre des projets de recherche financés par des contributions de bailleurs de fonds** sont inférieures aux prévisions budgétaires à ce jour pour les mêmes raisons que celles décrites au paragraphe concernant les produits provenant de contributions de bailleurs de fonds (se reporter à la page 7, sous le Tableau 4). La hausse d'un exercice à l'autre était attendue, donc les prévisions budgétaires pour l'exercice financier sont supérieures aux réalisations de la période correspondante de l'exercice 2016-2017.

Les **charges au titre du renforcement des capacités de recherche** pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent sont supérieures de 0,9 million de dollars en raison des charges plus élevées au titre des salaires et des avantages sociaux, ce qui est en partie lié à la diminution du nombre de postes vacants. L'écart entre les charges et les prévisions budgétaires est principalement attribuable à un recours diminué aux services professionnels, à la réduction des dépenses liées aux voyages et aux postes vacants restants.

En ce qui a trait aux **services généraux et administratifs**, les réalisations de la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017 ont augmenté comparativement à 2016-2017. Cette hausse est attribuable à une cotisation obligatoire non récurrente de l'employeur au Régime de pension de retraite de la fonction publique, qui a été créée en vertu d'une loi et est financée par le gouvernement du Canada. L'écart cumulé de 5,2 % par rapport aux prévisions budgétaires révisées est attribuable à la synchronisation des activités courantes et devrait diminuer d'ici la fin de l'année (se reporter au tableau 5).

## Situation financière

**TABLEAU 6. SOMMAIRE DES ACTIFS ET PASSIFS**

(en millier de dollars)	Juin 2017	Mars 2017	Écart en %
Actifs courants	84 336	82 608	2,1 %
Actifs non courants	9 431	10 009	(5,8 %)
<b>Total des actifs</b>	<b>93 767</b>	<b>92 617</b>	<b>1,2 %</b>
Passifs courants	61 961	51 402	20,5 %
Passifs non courants	17 311	15 048	15,0 %
<b>Total des passifs</b>	<b>79 272</b>	<b>66 450</b>	<b>19,3 %</b>

Au 30 juin 2017, les **actifs** totaux avaient augmenté de 1,2 % (passant de 92,6 à 93,8 millions de dollars) par rapport à ce qu'ils étaient au 31 mars 2017. L'augmentation des actifs découle surtout de créances plus élevées et de liquidités supérieures reçues à titre d'avances en lien avec les contributions de bailleurs de fonds. Ces augmentations ont été partiellement réduites par une baisse des placements et par une réduction de l'immobilisation corporelle.

Le total des **passifs** a augmenté de 19,3 % (passant de 66,5 à 79,3 millions de dollars) par rapport à ce qu'il était au 31 mars 2017. Cette augmentation provient d'une hausse du passif au titre des produits reportés pour les projets et les programmes financés par des contributions de bailleurs de fonds (à savoir les avances reçues ou à recevoir, se reporter à la note 5 afférente aux états financiers), et est réduite puisque moins de créanciers et de charges à payer contribuent à une augmentation globale des passifs courants.

**TABLEAU 7. CAPITAUX PROPRES**

(en milliers de dollars)	Période de trois mois qui a pris fin de 30 juin			Écart en % d'un exercice à l'autre	Budget 2017-2018
	2016		2017		
	Réalisations	Budget	Réalisations		
Non affectés	( 231)	56	(2 304)	s.o.	125
Affectés	1 132	1 225	1 228	8,5 %	1 214
Nets investis en immobilisations	9 613	9 709	9 431	(1,9 %)	8 809
Réservés	4 598	6 140	6 140	33,5 %	6 140
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>15 112</b>	<b>17 130</b>	<b>14 495</b>	<b>(4,1 %)</b>	<b>16 288</b>

Les **capitaux propres affectés** qui sont destinés à des activités de programmation et d'exploitation spéciales sont stables depuis le début de l'exercice. Les capitaux propres affectés représentent les fonds pour la bourse John G. Bene (1,1 million de dollars) et les fonds reçus en 2016 pour le Fonds David et Ruth Hopper et Ramesh et Pilar Bhatia Canada (0,1 million de dollars).

C'est dans les **capitaux propres nets investis en immobilisations** qui s'élèvent à 9,4 millions de dollars, qu'est isolée la partie des capitaux propres qui représente les investissements nets du Centre dans des immobilisations. Cette partie du surplus cumulé correspond à la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles qui figure dans l'état de la situation financière.

Au 30 juin 2017, les **capitaux propres réservés** étaient supérieurs de 33,5 % à ce qu'ils étaient à la fin de la même période en 2016-2017. Les capitaux propres réservés mettent de côté 4 % (comparativement à 3 % précédemment) de la partie récurrente du crédit parlementaire annuel (de 136 millions de dollars) pour amortir les fluctuations des charges afférentes aux programmes qui surpassent les niveaux prévus au budget. Pour l'instant, la réserve comprend aussi 0,7 million de dollars pour l'initiative de mise à niveau des systèmes de planification des ressources d'entreprise qui se déroulera au cours de l'année.

Les **capitaux propres non affectés** correspondent au solde résiduel, une fois les sommes nécessaires attribuées aux capitaux propres affectés et aux capitaux propres réservés. Ce solde témoigne de tous les écarts décrits dans les sections précédentes sur les produits et les charges.

L'accumulation prévue de capitaux propres non affectés à la fin de l'exercice est normalement de moins de 1 million de dollars.

## Flux de trésorerie

**TABLEAU 8. SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers de dollars)	Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin		Écart d'un exercice à l'autre
	Réalisations 2016	Réalisations 2017	
Entrées	25 471	26 125	654
Sorties	(50 283)	(54 689)	(4 406)
<b>Sorties de fonds liées aux activités d'exploitation</b>	<b>(24 812)</b>	<b>(28 564)</b>	<b>(3 752)</b>
Placements arrivés à échéance	6 004	3 958	(2 046)
Autres	( 254)	( 42)	212
<b>Rentrées de fonds liées aux activités d'investissement</b>	<b>5 750</b>	<b>3 916</b>	<b>(1 834)</b>
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(19 062)</b>	<b>(24 648)</b>	<b>(5 586)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>57 546</b>	<b>70 884</b>	<b>13 338</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<b>38 484</b>	<b>46 236</b>	<b>7 752</b>

À compter du présent trimestre, et pour tous les états financiers à venir, l'état des flux de trésorerie est présenté au moyen de la méthode directe plutôt que la méthode indirecte qui était utilisée auparavant pour présenter les activités d'exploitation. Cette méthode est simple et facile à comprendre. Pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017, les **activités d'exploitation** ont eu pour effet de diminuer la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 28,6 millions de dollars. Cette baisse de liquidités résulte d'une augmentation des sorties de fonds par rapport à l'exercice précédent (y compris une légère diminution des créditeurs). Les rentrées de fonds totales sont demeurées semblables, mais la composition a changé, comme les fonds du Parlement ont diminué et les avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds ont augmenté. Pour plus de détails dans chaque catégorie, se reporter à l'État intermédiaire résumé des flux de trésorerie à la page 15.

Les flux de trésorerie des **activités d'investissement** pour la période de trois mois qui a pris fin le 30 juin 2017 ont augmenté de 3,9 millions de dollars en raison des placements arrivés à échéance, comme on peut le constater dans l'état intermédiaire résumé des flux de trésorerie, à la page 15. Il y a lieu de noter que la majorité des liquidités et des placements dont le Centre disposait en date du 30 juin 2017 sont liés aux produits reportés découlant des avances reçues au titre des contributions de bailleurs de fonds.

## Perspectives

Aucun changement important n'a été apporté à l'environnement opérationnel depuis la publication du dernier rapport annuel dans le site Web du Centre. À titre de rappel, en 2017-2018, la partie non récurrente du crédit parlementaire sera inférieure de 11 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, étant donné la fin du programme du Fonds d'innovation pour le développement supervisé par le Centre pour le compte du gouvernement du Canada.

# États financiers intermédiaires résumés, non audités

## Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels résumés qui, nous le confirmons, ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* publiée par le Conseil du Trésor du Canada.

La direction a mis en place des contrôles internes qui visent à faire en sorte que les états financiers trimestriels résumés soient exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel résumé visant la période qui a pris fin le 30 juin 2017 concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels résumés.

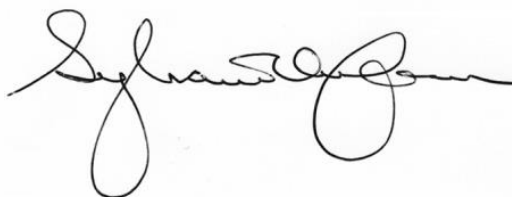
À notre connaissance, ces états financiers trimestriels résumés, non audités, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie du Centre, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels résumés.

Le président du Centre,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean Lebel'.

Jean Lebel, Ph. D.

Le vice-président, Ressources,  
et chef de la direction financière

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sylvain Dufour'.

Sylvain Dufour, ing., CPA, CMA, M.Sc.

Ottawa, Canada  
3 août 2017

## État intermédiaire résumé de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

au

	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 mars 2017</u>
<b>Actif</b>		
Courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	46 236	70 884
Placements	—	3 958
Créances et frais payées d'avance	38 100	7 766
	<u>84 336</u>	<u>82 608</u>
Non courants		
Immobilisations corporelles	6 262	6 630
Immobilisations incorporelles	3 169	3 379
	<u>93 767</u>	<u>92 617</u>
<b>Passif</b>		
Courant		
Créditeurs et charges à payer	17 048	18 315
Produits reportés (note 5)	44 913	33 087
	<u>61 961</u>	<u>51 402</u>
Non courant		
Produits reportés (note 5)	15 053	12 733
Avantages du personnel	2 258	2 315
	<u>79 272</u>	<u>66 450</u>
<b>Capitaux propres</b>		
Non affectés	(2 304)	8 793
Affectés	1 228	1 225
Capitaux propres nets investis en immobilisations	9 431	10 009
Réservés	6 140	6 140
	<u>14 495</u>	<u>26 167</u>
	<u>93 767</u>	<u>92 617</u>
Engagements (note 8)		
Éventualités (note 9)		

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## État intermédiaire résumé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Produits</b>		
Contributions de bailleurs de fonds (note 6)	21 250	16 295
Produits financiers	42	44
Autres produits	70	(271)
	<u>21 362</u>	<u>16 068</u>
<b>Charges</b>		
Programmation en recherche pour le développement (note 10)		
Projets de recherche financés par le crédit parlementaire	19 826	14 298
Projets de recherche financés par les contributions de bailleurs de fonds	17 810	13 519
Renforcement des capacités de recherche	11 436	10 513
	<u>49 072</u>	<u>38 330</u>
Services généraux et administratifs (note 10)		
Services généraux	4 660	4 206
Administration des bureaux régionaux	302	258
	<u>4 962</u>	<u>4 464</u>
<b>Total des charges</b>	<u><b>54 034</b></u>	<u><b>42 794</b></u>
Coûts d'exploitation avant crédit parlementaire	(32 672)	(26 726)
Crédit parlementaire (note 7)	21 000	24 000
<b>Résultats d'exploitation nets</b>	<u><b>(11 672)</b></u>	<u><b>(2 726)</b></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

## État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres (non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Capitaux propres non affectés</b>		
Au début de la période	8 793	1 843
Résultats d'exploitation nets	(11 672)	(2 726)
Virements nets provenant d'autres catégories de capitaux propres	575	652
Solde à la fin de la période	<u>(2 304)</u>	<u>(231)</u>
<b>Capitaux propres affectés</b>		
Au début de la période	1 225	1 129
Augmentation nette	3	3
Solde à la fin de la période	<u>1 228</u>	<u>1 132</u>
<b>Capitaux propres nets investis en immobilisations</b>		
Au début de la période	10 009	9 810
Diminution nette	(578)	(197)
Solde à la fin de la période	<u>9 431</u>	<u>9 613</u>
<b>Capitaux propres réservés</b>		
Au début de la période	6 140	5 057
Diminution nette	—	(459)
Solde à la fin de la période	<u>6 140</u>	<u>4 598</u>
<b>Capitaux propres à la fin de la période</b>	<b><u>14 495</u></b>	<b><u>15 112</u></b>

*Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.*



## État intermédiaire résumé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Période de trois mois qui a pris fin le 30 juin

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Activités d'exploitation</b>		
Entrées provenant du crédit parlementaire	10 000	20 000
Entrées provenant de contributions de bailleurs de fonds	15 671	5 080
Entrées provenant d'autres sources	454	391
Sorties destinées à des bénéficiaires de subventions	(35 582)	(33 140)
Sorties destinées aux employés	(13 094)	(12 101)
Sorties destinées aux fournisseurs et autres	(6 013)	(5 042)
	<u>(28 564)</u>	<u>(24 812)</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
<b>Activités d'investissement</b>		
Placements arrivés à échéance	3 958	6 004
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(42)	(254)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<u>3 916</u>	<u>5 750</u>
<b>Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(24 648)</b>	<b>(19 062)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<u><b>70 884</b></u>	<u><b>57 546</b></u>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période</b>	<u><u><b>46 236</b></u></u>	<u><u><b>38 484</b></u></u>
Composés de trésorerie et équivalents de trésorerie		
Trésorerie	46 236	38 484
Équivalents de trésorerie	—	—
	<u><u><b>46 236</b></u></u>	<u><u><b>38 484</b></u></u>

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

# Notes afférentes aux états financiers intermédiaires résumés (non audités)

Période qui a pris fin le 30 juin 2017

(en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 1. Informations sur la société

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre ou CRDI) est une société d'État canadienne sans capital-actions créée en 1970 comme organisme de bienfaisance enregistré par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Le Centre est exonéré d'impôt en vertu de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 2. Pouvoirs et mission

Les activités du Centre sont financées principalement au moyen d'un crédit annuel reçu du Parlement du Canada. En vertu du paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, le Centre n'est pas assujéti aux sections I à IV de la partie X de cette loi, exception faite des articles 89.8 à 89.92, du paragraphe 105(2) et des articles 113.1, 119, 131 à 148 et 154.01.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en oeuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

## 3. Mode de présentation des états financiers

Les états financiers intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens, et toutes les valeurs sont arrondies au millier de dollars le plus proche, sauf indication contraire.

Les présents états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, et aux normes en matière de comptabilisation et d'évaluation qui sont applicables en vertu des normes internationales d'information financière (normes IFRS) telles que publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI). Les états financiers n'ont été ni examinés ni audités par les auditeurs externes du Centre.

Ces états financiers intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, sauf indication contraire, et ne comprennent pas toute l'information et toutes les divulgations que doivent comporter les états financiers annuels complets. Les conventions comptables suivies pour la préparation des présents états financiers intermédiaires résumés correspondent à celles qui ont été suivies pour la préparation des états financiers annuels du Centre au 31 mars 2017. Les présents états financiers intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels audités du Centre au 31 mars 2017.

Le Centre subventionne des activités de renforcement des capacités visant à rendre les pays en développement autonomes pour ce qui est de l'exécution de la recherche. Le crédit parlementaire est comptabilisé quand il est reçu ou à recevoir, tandis que les contributions de bailleurs de fonds sont comptabilisées quand elles sont passées en charges aux fins prévues. La plupart des charges afférentes à la programmation en recherche pour le développement sont déterminées par différents cycles (universitaire, climatique, agricole), et c'est pourquoi elles n'ont pas tendance à être réparties uniformément au cours de l'exercice.

## 4. Normes comptables nouvelles et révisées

### Normes, modifications et interprétations non encore en vigueur

Les normes et les modifications qui suivent ont été publiées par le CNCI, mais n'ont pas été appliquées par anticipation; elles pourraient avoir un impact sur le Centre à l'avenir.

**IFRS 9 – Instruments financiers** : La version définitive de cette nouvelle norme a été publiée par le CNCI en juillet 2014. Cette norme reprend en grande partie les dispositions en matière de classement et d'évaluation de même que le nouveau modèle de comptabilité de couverture des versions antérieures, et elle introduit un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues. Cette version s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et elle sera appliquée de façon rétrospective. Une application anticipée est permise. On s'attend à ce que l'adoption de cette nouvelle norme n'ait eu aucune incidence importante sur les états financiers du CRDI.

**IFRS 15 – Produit des activités ordinaires tirées de contrats conclus avec des clients** : Cette nouvelle norme, publiée par le CNCI en mai 2014, établit un cadre complet de comptabilisation, d'évaluation et d'information à fournir pour les produits des activités ordinaires. Ce nouveau cadre remplacera les lignes directrices existantes sur la comptabilisation des produits dans les normes IFRS. L'IFRS 15

s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au moyen d'une approche rétrospective ou d'une approche rétrospective modifiée en vertu de laquelle l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme sera utilisé à titre de rajustement pour les capitaux propres à la date de l'application initiale. Une application anticipée est permise. Le Centre évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers. Par conséquent, on ignore cette incidence à l'heure actuelle.

**IFRS 16 – Contrats de location** : Cette nouvelle norme publiée par le CNCI en janvier 2016 remplacera la norme IAS 17 – *Contrats de location*. Pour les locataires, l'IFRS 16 signifie la fin de la classification des contrats à titre de contrats de location-financement ou de location simple prévue en vertu de la norme IAS 17, laquelle exige la reconnaissance de l'actif et du passif pour tous les contrats de location, sauf si la durée du contrat est inférieure à 12 mois ou que l'actif sous-jacent est de faible valeur. Cette norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'IFRS 16 devra être appliquée de façon rétrospective au moyen d'une approche rétrospective complète ou d'une approche rétrospective modifiée. Une application anticipée est permise, mais seulement si l'IFRS 15 a également été adoptée. Le Centre évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers. Par conséquent, on ignore cette incidence à l'heure actuelle.

## 5. Produits reportés

Les produits reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités financées par des contributions de bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 mars 2017</u>
Contributions de bailleurs de fonds au financement de programmes de recherche pour le développement		
Courants	44 913	33 087
Non courants	15 053	12 733
	<u><b>59 966</b></u>	<u><b>45 820</b></u>

## 6. Contributions de bailleurs de fonds

Les contributions obtenues de bailleurs de fonds aux fins de programmes de recherche pour le développement sont destinées à des projets de recherche menés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes. Les produits et les charges comptabilisés à ce titre se répartissent de la manière suivante entre les différents bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2017</u>	<u>30 juin 2016</u>
Department for International Development (Royaume-Uni)	11 403	7 355
Affaires mondiales Canada	4 439	2 568
Fondation William et Flora Hewlett	4 100	4 448
Fondation Bill et Melinda Gates	734	705
Agence norvégienne de coopération pour le développement	188	392
Australian Centre for International Agricultural Research	88	667
Banque mondiale	53	25
Autres organismes bailleurs de fonds	245	135
	<u><b>21 250</b></u>	<u><b>16 295</b></u>

## 7. Crédit parlementaire

	<u>30 juin 2017</u>	<u>30 juin 2016</u>
Crédit parlementaire annuel	138 706	149 206
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état du résultat global	(21 000)	(24 000)
Crédit parlementaire disponible pour le reste de l'exercice	<u><b>117 706</b></u>	<u><b>125 206</b></u>

## 8. Engagements

### a. Au titre des projets de recherche

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements de subvention pouvant atteindre 199,2 millions de dollars (210,1 millions au 31 mars 2017) au cours des cinq prochains exercices, dans la mesure où le Parlement et les bailleurs de fonds lui octroient les sommes nécessaires et où les bénéficiaires respectent les conditions des accords de subvention. Sur cette somme, 133,9 millions de

dollars (134,1 millions au 31 mars 2017) devraient provenir de crédits parlementaires futurs, le solde de 65,3 millions de dollars (76,0 millions au 31 mars 2017) devant être obtenu en vertu d'accords de contribution conclus avec des bailleurs de fonds.

	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 mars 2017</u>
D'ici un an	115 448	103 485
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	83 789	106 605
Total des versements à effectuer	<u><b>199 237</b></u>	<u><b>210 090</b></u>

## b. Autres

Le Centre est tenu de respecter divers accords visant la location de locaux pour des bureaux et divers engagements contractuels relatifs à des produits et services au Canada et à l'étranger. Les contrats expirent à des dates différentes, et le dernier prend fin en 2023. Les futurs paiements à effectuer en vertu de ces engagements au 30 juin 2017 sont les suivants :

	<u>30 juin 2017</u>	<u>31 mars 2017</u>
D'ici un an	10 042	9 266
Dans plus d'un an, mais pas plus de cinq ans	27 064	27 592
Dans plus de cinq ans	2 268	3 908
Total des versements à effectuer	<u><b>39 374</b></u>	<u><b>40 766</b></u>

## 9. Éventualités

Divers recours sont intentés contre le Centre. En se fondant sur des avis juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces recours ait des répercussions importantes sur l'état de la situation financière ni sur l'état du résultat global.

## 10. Tableau des charges

	<u>30 juin 2017</u>	<u>30 juin 2016</u>
<b>Programmation en recherche pour le développement</b>		
Contributions aux projets de recherche	36 663	27 461
Salaires et avantages liés aux activités de base	6 581	6 044
Salaires et avantages liés aux projets cofinancés <sup>a</sup>	1 817	1 545
Locaux	917	941
Services professionnels	846	437
Déplacements	764	927
Charges liées aux projets cofinancés <sup>a</sup>	625	487
Amortissement	436	303
Réunions et conférences	40	46
Autres	383	139
	<u><b>49 072</b></u>	<u><b>38 330</b></u>
<b>Services généraux et administratifs</b>		
Salaires et avantages sociaux	3 422	2 975
Locaux	411	549
Fournitures de bureau et charges connexes	234	417
Services professionnels	221	104
Amortissement	184	148
Déplacements	126	73
Mobilier de bureau, matériel et entretien	78	62
Autres	286	136
	<u><b>4 962</b></u>	<u><b>4 464</b></u>
<b>Total des charges</b>	<u><b>54 034</b></u>	<u><b>42 794</b></u>

<sup>a</sup> Il s'agit des coûts directement reliés au renforcement des capacités de recherche dans le cadre de projets et de programmes cofinancés. Les charges totales à ce titre s'élevaient à 2 442 \$ pour le trimestre (2 032 \$ au 30 juin 2016).

## **11. Chiffres correspondants**

Le Centre a changé la méthode de présentation de l'état des flux de trésorerie en remplaçant la méthode indirecte par la méthode directe. Cela a entraîné un reclassement des descriptions et des soldes dans la section des activités d'exploitation de l'état des flux de trésorerie. Certains chiffres correspondants de 2016 ont également été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour 2017. Il n'y a eu aucune incidence sur les montants totaux ni sur tout autre état ou présentation d'informations par voie de notes.

Ce changement a été effectué dans le but de fournir des détails plus précis aux lecteurs des états financiers, comme les rajustements des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sont apportés à chaque élément de l'état du résultat global, de manière à passer de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de trésorerie, plutôt que de rajuster le bénéfice net.

# Coordonnées

## Coordonnées

### Siège du CRDI

#### ADRESSE POSTALE

C.P. 8500  
Ottawa (Ontario) Canada  
K1G 3H9

#### ADRESSE MUNICIPALE

150, rue Kent  
Ottawa (Ontario) Canada  
K1P 0B2

Tél. : +1 613-236-6163  
Télec. : +1 613-238-7230  
Courriel : [info@crdi.ca](mailto:info@crdi.ca)

Il est possible de communiquer avec les bureaux régionaux du CRDI et de consulter le répertoire des employés à partir de la page [Nous joindre](#) du site Web, à l'adresse [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca)

Ce document peut être consulté en ligne à l'adresse [www.crdi.ca](http://www.crdi.ca)

crdi.ca